

La Directrice générale

A l'attention de

**Mesdames et Messieurs les
Préfets de région,**
délégués de l'Anah en région,

**Mesdames et Messieurs les
Préfets de département,**
délégués de l'Anah dans les
départements

Objet : actualisation de l'instruction du 25 novembre 2024 relative à la contractualisation du service public de la rénovation de l'habitat - conventions de PIG Pacte territorial France Rénov'

Le Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) a fixé dès le 13 mars 2024 le cadre de contractualisation permettant le déploiement du service public de la rénovation de l'habitat (SPRH) par l'intermédiaire de conventions dites de « PIG Pacte territorial France Rénov' ». L'objectif de ces conventions de « PIG Pacte territorial France Rénov' » est de garantir la continuité des missions actuelles et d'accompagner toujours plus finement les ménages dans leurs projets de rénovation de l'habitat (rénovation énergétique, autonomie, lutte contre l'habitat indigne, etc.).

L'instruction en date du 25 novembre 2024 vise à formaliser les informations sur les points suivants :

- Les modalités d'élaboration et d'évolution des conventions ;
- Les bénéficiaires éligibles ;
- Les prestations subventionnables pour les différents volets ;
- Les conditions d'octroi des aides délivrées par l'Anah et les modalités de financement ;
- Les modalités de dépôt et d'instruction des demandes de subvention d'ingénierie.

Elle est complétée d'annexes avec les modèles de courrier nécessaires à la délivrance des subventions relatives à ces conventions ainsi qu'un modèle de budget estimatif des dépenses.

Cette instruction est actualisée pour prendre en compte le contexte spécifique de début 2025 notamment l'adoption tardive de la loi de finances 2025 et permet :

- Un ajustement de la date limite du 31 mars au 30 avril pour la délibération approuvant la convention de pacte territorial (convention définitive avec une maquette financière) et permettant la prise en charge des dépenses à compter du 1er janvier 2025. A titre exceptionnel et en fonction du contexte local, le délégué local de l'Anah peut proroger ce délai d'un mois ;
- Une prolongation possible du délai du 1er juillet pour la signature de la convention de pacte territorial à titre exceptionnel et en fonction du contexte local par le délégué local de l'Anah ;

- Un ajustement technique sur les pièces de la demande de subvention, la liste des pièces pour la demande d'acompte et les modèles de courrier.

La présente instruction fera l'objet d'une publication sur les sites extrarenov.anah.gouv.fr et anah.gouv.fr.

Valérie MANCRET-TAYLOR

8, Avenue de l'Opéra
75001 PARIS
Tél : 01 44 77 39 39
Mél : direction.generale@anah.gouv.fr
www.anah.fr